

H-France Forum, Volume 3, Issue 4 (Fall 2008), No. 4

Vivian R. Gruder, *The Notables and the Nation. The Political Schooling of the French, 1787-1788*. Cambridge, Mass. and London, Harvard University Press, 2007. x + 495 pp. Map, illustrations, appendices, notes, index. \$59.95 (hb.) ISBN 978 0 674 02534 9.

Review essay by Clarisse Coulomb, University of Grenoble.

« La manie de parler, la rage d'écrire ont enfanté une foule de pamphlets » déplorait, en 1788, Louis Sébastien-Mercier dans son *Nouveau Paris*. Cette « manie de parler, cette rage d'écrire », qui témoignent de la politisation des Français à la veille de 1789, est le sujet du nouveau livre de Vivian Gruder. Il s'agit d'un recueil de ses principaux articles, publiés depuis 1979, enrichis de nouveaux chapitres, d'une introduction et conclusion qui montrent l'unité de l'ensemble. La question qui domine en effet l'œuvre de Vivian Gruder est de comprendre comment les Français sont « entrés en Révolution. » Dans cet apprentissage politique, elle se concentre sur la courte période que Jean Egret, dans un livre classique, publié en 1962, avait nommé la « Pré-Révolution ». Vivian Gruder offre ici une relecture de ces deux années de transition, 1787 et 1788.

Ce livre est à la croisée de trois renouvellements historiographiques accomplis durant les trois dernières décennies. En premier lieu, il participe du retour au récit comme le montre la référence presque immédiate à l'article fondateur de Laurence Stone^[1]; l'étude de cette courte période permet, en effet, de renouer avec le récit événementiel, un temps occulté par le primat accordé aux structures économiques et sociales. En second lieu, il s'inscrit dans le champ de l'étude de la culture politique de l'Ancien Régime, champ de recherche initié aux Etats-Unis par Keith M. Baker; Vivian Gruder faisait ainsi partie du colloque de Chicago en 1986, à la veille du bicentenaire de la révolution, qui a vu le triomphe de l'interprétation politique des origines de la Révolution française.^[2] Deux thèmes majeurs de ce livre, qui lui donnent son titre, s'inscrivent dans cette lignée : d'une part celle de la représentation, étudiée au travers de l'Assemblée des Notables, réunie de février à mai 1787, puis à nouveau de novembre à décembre 1788 ; d'autre part celle de l'opinion publique analysée au travers de la littérature éphémère: la presse, les brochures et pamphlets, *nouvelles à la main* jusqu'aux chansons et vers et même images.

Mais pour Vivian Gruder, l'opinion publique n'est pas ce tribunal de la raison abstraite, que décrivent Keith Baker ou Mona Ozouf : c'est une force sociale, un corps, dont il faut étudier les différents membres. En cela, Vivian Gruder fait partie de ce groupe qui, après Colin Lucas ou Colin Jones, insiste, en réaction à l'école révisionniste, sur le poids du social et la nécessité d'en étudier les différents niveaux : celui des élites, mais aussi de celui qu'elle nomme « the grass roots », le niveau local, provincial. Ce n'est pas un hasard si le livre s'ouvre sur ses articles les plus anciens qui concernent l'Assemblée des Notables à Versailles et se réfère sur l'étude neuve de centaines de délibérations de communautés paysannes... A la manière d'Arlette Farge, elle met l'accent sur l'existence d'une opinion publique populaire.

Pour cette historienne, dont la thèse portait sur les intendants au XVIII^e siècle,^[3] la politique est une affaire concrète. Elle réconcilie lecture politique et lecture sociale quand elle écrit : « We

should view the beginning of the Revolution from the perspective of politics, but politics neither as theory, nor personal mudslinging, nor doctrinaire ideology. Politics in its concrete temporal and social context: political conflict between the nobility and the Third Estate.» (p. 367) Son intérêt pour les circonstances et l'expérience, à mille lieues du *linguistic turn* et de l'étude discursive, comme de l'histoire abstraite des idées, la situe dans la lignée des travaux de Timothy Tackett et de son *Becoming a Revolutionary* ou de Bailey Stone bien plus que de l'étude par Durand Echeverria de *The Maupeou Revolution*.^[4]

Comment approcher la politique dans ses dimensions les plus concrètes et ce Public dans sa diversité sociale ? Par l'étude de ce qu'elle appelle « the media » : le journalisme, les pamphlets et nouvelles à la main, mais aussi les fêtes, les chansons, les vers, les revendications des communautés, de l'assemblée des notables : bref toutes les formes de prise de parole, orale ou écrite, des élites comme du peuple. Ce programme peut sembler immense. Vivian Gruder alterne avec brio micro-histoire, par exemple dans le chapitre 12 qui scrute deux pamphlets « populaires », et enquêtes sérielles quand elle étudie, chapitre 13, des centaines de délibérations de communautés villageoises.

La première partie, intitulée « Paths to Political Consciousness », rassemble les études sur l'Assemblée des notables ouverte à Versailles en février 1787 : elle critique l'interprétation de Jean Egret d'une « révolte aristocratique ». Bien loin de refuser le plan de Calonne parce qu'il remettait en cause leur exemption, les Notables étaient d'accord pour souhaiter l'égalité fiscale. Ils critiquaient cependant l'alourdissement du poids de l'impôt qu'entraînait la nouvelle taxe foncière et, surtout, réclamaient un contrôle de la Nation sur les dépenses du gouvernement par le biais d'Etats-Généraux régulièrement convoqués : le fameux slogan « no taxation without representation » avait traversé l'Atlantique. Ce programme politique puisait dans un fonds ancien, celui des révoltes paysannes, des revendications municipales et provinciales, mais aussi des idées récentes avec les remontrances parlementaires ou les écrits des physiocrates...

« Tous les notables, du duc et pairs aux maires étaient dans la plus parfaite union » note le premier président du parlement de Metz dans son livre de raison. De février à mai 1787, les notables donnèrent forme, sous la pression de leurs travaux, à une conscience collective : on assiste à la politisation de la société entière d'accord pour réclamer, avec eux, le contrôle et la participation dans la vie politique. La question cruciale, une fois la convocation des Etats-Généraux obtenue de Louis XVI, se déplaça vers le vote. Les débats sur les élections révélèrent deux conceptions opposées de la société : d'ordres pour les aristocrates, partisans du vote selon les modalités observées en 1614, ou d'individus pour ceux qui préconisaient un vote censitaire, inspiré des physiocrates. Dès l'automne 1788, s'en était fini de l'union des trois ordres ; le combat politique entre les nobles et les roturiers commençait.

Dans la deuxième partie, « The Media and the Public », Vivian Gruder se penche sur les modalités de l'apprentissage politique des Français par l'intermédiaire des « media » : la presse tout d'abord : les journaux français sont analysés dans le chapitre 4, tandis que le chapitre 5 examine les gazettes, journaux de langue française imprimés à l'étranger, au travers des exemples du *Courrier d'Avignon* et de la *Gazette de Leyde*. Ces journaux touchent un large public, mais sont contraints par la censure à des critiques politiques détournées. La presse est donc moins subversive par son contenu que par son rôle de relais : elle indique au lecteur les pamphlets et brochures politiques. Même les deux journaux d'opinion qui sont étudiés chapitre 6, les *Annales* de Linguet et le *Courrier de l'Europe* de Théveneau de Morande, n'ont eu qu'un rôle mineur dans l'éducation politique des Français. En effet, ces deux journaux royalistes, tous deux imprimés à Londres, échouaient à convaincre le public qu'il ancrerait plutôt dans l'opposition au gouvernement... Le chapitre 7, *a contrario*, montre la richesse des *Nouvelles à la main* qui, malgré un public moindre puisqu'elles étaient manuscrites, permettent à l'historien d'entendre « the

voice of the people» (p. 164). Mais ce sont les pamphlets, qui font l'objet du chapitre 8, qui démontrent le mieux la puissance de l'opinion publique et la faiblesse de la monarchie, impuissante à endiguer leur flot. Voir le mot de Malesherbes saluant en 1788, « le jugement du public, le souverain juge des juges de la terre. »

Enfin, les deux derniers chapitres, s'interrogent sur les lieux de cet apprentissage du politique : les cabinets de lecture, mais aussi les fêtes urbaines, notamment parlementaires. Ainsi, les nouvelles politiques étaient-elles connues d'une portion considérable du public, même si un calcul statistique est impossible. A travers les périodiques, français ou étrangers, les lettres manuscrites, le déferlement des pamphlets, chansons et vers, des images, le public — comprenant ceux qui ne savaient pas lire — vint à connaître les maux du gouvernement et les remèdes préconisés par certains pour y remédier... Les médias, si variés, contribuèrent à forger et à mobiliser un public qui a pris conscience de ses désirs collectifs et de sa force.

Dans la troisième partie, l'auteur retourne à la vie publique, mais cette fois-ci non plus à Versailles, mais « At the Grass Roots ». Le chapitre 11, qui aurait pu trouver sa place dans la deuxième partie, se penche sur les pamphlets « populaires », tandis que les chapitres 12 et 13, très neufs, essaient de distinguer la voix des paysans, trop souvent oubliée. Vivian Gruder démontre, au travers des exemples des villages de Crévoux en Dauphiné et de Chatonat en Auvergne, que certains paysans, avant que la Révolution ne fasse intrusion dans leur vie avec violence, était déjà au courant de la vie politique nationale et qu'ils avaient une certaine conscience politique. Dans de nombreux villages, de plus en plus de Français s'engageaient dans les affaires publiques. Leurs opinions en 1788 sont révélées par les discours, déclarations et surtout les délibérations étudiées dans 1100 communautés locales. On a là des chapitres très stimulants sur la fermentation politique partant de la base.

Au total, Vivian Gruder nuance l'idée communément admise d'une révolution commencée en 1789. « The Revolution was under way already in the two preceding years, when a wide body of the French nation, not limited to an elite of magistrates and nobles, began to adopt, articulate, and act on ideas and aspirations for fundamental change in their monarchical government: the end of absolute monarchy and the introduction of limited monarchy, with claims for consent to taxation and participation in government at both the national and provincial levels ». » écrit-elle en conclusion (p. 365).

On ne peut que saluer l'immense érudition de l'auteur, sa connaissance des sources, des archives nationales aux départementales. La publication d'articles, déjà anciens pour certains, entraîne malheureusement une bibliographie parfois datée et qui aurait gagnée à être « révisée » ; par exemple, les analyses sur le vingtième s'appuient sur les travaux de Michel Marion, ignorant ceux de Michael Kwass (chapitre 2) ; comment renvoyer à propos du Procureur Général du parlement de Normandie, Godart de Belbeuf, à un article de Paul Cacheux daté de 1955, quand la thèse d'Olivier Chaline sur ce magistrat a été publiée en 1996 ?^[5] On s'étonne plus encore de l'absence, à propos de la « réaction aristocratique », du célèbre article de William Doyle.^[6]

Plus profondément, on peut se demander si l'on ne pourrait pas faire l'économie du concept de pré-révolution : en effet, il privilégie, par nature, l'étude de la Révolution avant la Révolution. Cette quête chimérique des origines dénoncée par Michel Foucault entraîne le risque d'une histoire téléologique.^[7] Significative, dans ce sens, est l'emploi constant de l'expression « à la fin de l'Ancien Régime » pour désigner 1787 et 1788. Cela conduit à minorer tout ce qui tient de la tradition, notamment le recours à l'histoire, rapidement évoqué chapitre 1 ; il n'est en revanche pas ou peu question du jansénisme ou du constitutionalisme parlementaire, qui montrent combien le XVIII^e siècle ne se réduit pas aux Lumières. Par exemple, peut-on écrire : « calls for national consent through a superior institutional process, episodic or marginal in the

past, were now repeated » ou « this prior political experience », à propos de 1787-1788 (p. 291) ? C'est faire fi des travaux de William Doyle ou de Dale Van Kley qui ont montré que les pamphlets de 1788 étaient souvent des reprises de ceux de 1771... On pense aussi au rôle des Etats provinciaux, récemment mis en lumière par Marie-Laure Legay ou Julian Swann.[8] Finalement, alors que Tocqueville est cité dès les premières lignes, on ne voit guère que la révolution est moins une rupture qu'une continuation.

Là où la relecture de Jean Egret aurait pu être également davantage poussée, c'est sur le plan de l'étude sociale. Après avoir attaqué l'idée d'une « révolte aristocratique », aboutissement d'une « réaction » du même groupe social, Vivian Gruder affirme l'existence d'une « révolution aristocratique » (p. 2-4) Elle substitue à la cause sociale (« la réaction ») la cause politique ; en revanche, l'existence de l'aristocratie comme un bloc n'est pas remise en question. Les travaux de William Doyle et de David Bien ont pourtant mis en lumière les divisions internes au sein du second ordre, plus fortes que celles qui opposaient les nobles au Tiers. Les travaux sur les parlements, d'Olivier Chaline par exemple, ont montré la force, même dans la noblesse de robe, des partisans du pouvoir royal.

Toutes ces remarques ne remettent pas en cause évidemment l'immense richesse de cet ouvrage, écrit d'une plume limpide et racontant un moment unique de l'histoire de France. A la fin de novembre 1788, une fête fut organisée dans la ville de Nîmes, dans le midi de la France, pour célébrer la convocation des Etats-Généraux : un ballet mettait en scène une femme, personnifiant la France, qui ordonnait à un noble et un abbé de payer l'impôt, ce qu'ils faisaient sur-le-champ. C'est au récit de cette France en effervescence, unie dans l'attente et l'espoir, que nous convie ce beau livre.

NOTES

[1] « The Revival of Narrative : Reflections on a New Old History », *Past and Present* 85, Nov. 1979, p. 3-24.

[2] « The Bourbon Monarchy : Reforms and Propaganda at the End of the Old Regime », in K. M. Baker éd., *The French Revolution and the creation of Modern Political Culture*, vol.1, *The Political Culture of the Old Regime* (Oxford: Pergamon Press, 1987), p. 347-374.

[3] *The royal provincial intendants, a governing elite in eighteenth-century France* (Ithaca: Cornell University Press, 1968).

[4] Timothy Tackett, *Becoming a Revolutionary. The Deputies of the French National Assembly and the Emergence of a Revolutionary Culture (1789-1790)* (University Park, Penn.: Pennsylvania State University Press, 2006; Bailey Stone, *Reinterpreting the French Revolution: A global historical perspective*, (Cambridge: Cambridge University Press, 2002); et Durand Echeverria, *The Maupeou Révolution: A Study in the History of Libertarianism: France, 1770-1774* (Bâton Rouge: Louisiana State University Press, 1985).

[5] *Godart de Belbeuf. Le parlement, le roi et les Normands* (Lunery : Éditions Bertout, 1996).

[6] "Was there an Aristocratic reaction in Prerevolutionary France?", *Past and Present* 1972, p. 97-122.

[7] Roger Chartier reprenant les analyses de M. Foucault dans *Les Origines culturelles de la Révolution française* (Paris : Seuil, 2000), p. 15.

[8] Marie-Laure Legay, *Les Etats provinciaux dans la construction de l'Etat moderne aux XVII et XVIIIe siècles* (Genève: Librairie Droz, 2001); et Julian Swann, *Provincial power and absolute monarchy. The Estates General of Burgundy, 1661-1790* (Cambridge: Cambridge University Press, 2003).

Clarisse Coulomb
University of Grenoble
clarisse.coulomb@upmf-grenoble.fr

Copyright © 2008 by H-France, all rights reserved. H-France permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. H-France reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of *H-France Forum* nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France.